

PDF hosted at the Radboud Repository of the Radboud University Nijmegen

The following full text is a publisher's version.

For additional information about this publication click this link.

<http://hdl.handle.net/2066/149819>

Please be advised that this information was generated on 2019-02-23 and may be subject to change.

Alternatives internationales n°014

Afghanistan : une campagne en chasse une autre

Accepter l'aide et la présence américaines, un peu, beaucoup ou pas du tout ? Telle est la question à laquelle les Afghans vont répondre lors d'une élection présidentielle disputée et décisive.

2014 est une année charnière en Afghanistan, marquée à la fois par l'élection présidentielle d'avril et le retrait progressif, quasi-total, des troupes de la coalition internationale d'ici au 31 décembre, date officielle de la fin des missions de combat des troupes de la Force internationale d'assistance et de sécurité de l'OTAN (FIAS). Alors que l'insurrection gagne du terrain, que les négociations avec les talibans sont au point mort et que la Constitution interdit au président Hamid Karzai, en fonction depuis 2001, de briguer un troisième mandat, l'incertitude règne. Les prédictions vont donc bon train quant à l'avenir du pays, tant sur le plan politique que sécuritaire.

L'élection présidentielle d'avril 2014 est au coeur des préoccupations des décideurs et observateurs occidentaux, pour qui la lecture du jeu politique afghan se limite bien souvent à l'analyse d'un processus électoral qu'ils craignent entaché de fraudes massives, à l'instar de celui de 2009. À cela s'ajoute la difficulté d'organiser l'élection dans les zones rurales de l'est et du sud (à majorité pachtoune) en raison de l'insécurité que font peser les talibans. Ce qui remet en cause la légitimité même du scrutin et donc du futur gouvernement.

Afghanistan (carte)



Ces inquiétudes sont par ailleurs renforcées par des logiques électorales qui conduisent les acteurs politiques afghans à la formation d'alliances hétéroclites entre anciens adversaires, difficilement lisibles vues d'Occident. La tendance manifeste des Afghans à voter pour un candidat de leur ethnie - combinée à l'obligation de présenter un ticket électoral (à l'américaine) sur lequel doivent figurer non pas un mais deux candidats à la vice-présidence - amène chacun à s'assurer du soutien de courtiers politiques susceptibles de leur apporter les voix de leurs communautés respectives. Le scrutin majoritaire à deux tours (à la française) provoque par ailleurs une fragmentation importante de l'offre politique : 27 tickets ont été officiellement enregistrés.

Alliance de circonstances

L'opposition n'est pas parvenue à s'entendre sur le choix d'un candidat unique. Elle n'a pas su trancher entre le docteur Abdullah Abdullah, un proche de feu le Commandant Massoud, battu par Hamid Karzai au second tour en 2009, et Ahmad Zia Massoud, le frère du Commandant et premier vice-président du pays entre 2004 et 2009.

Abdullah et ses colistiers représentent l'exemple type de l'alliance de circonstances. Ancien chef de la diplomatie afghane, bien vu des médias occidentaux, Abdullah, de père pachtoun et de mère tadjike, a ainsi choisi de se présenter avec le Pachtoun Mohammad Khan, numéro 2 d'un parti qui combat le gouvernement et les forces de la coalition aux côtés des talibans. Son second colistier est Mohammad Mohaqiq, un important chef de guerre hazara ayant lui soutenu Karzai lors des élections de 2009.

De son côté, Ahmad Zia Massoud s'est associé avec un autre favori annoncé, le Pachtoun Zalmay Rassoul, qui a démissionné de son poste de ministre des affaires étrangères en octobre 2013 pour faire campagne. Parmi les autres candidats majeurs figurent trois autres Pachtouns : le chef de guerre Abdul Rassoul Sayyaf, Qayoom Karzai, grand frère du président sortant, et Ashraf Ghani, ancien économiste à la Banque mondiale et archétype du bureaucrate occidental.

Si l'élection présidentielle participe du climat d'incertitude qui règne en Afghanistan, elle ne devrait pourtant pas fondamentalement changer les dynamiques du conflit. En effet, les négociations, visant à trouver un accord bilatéral de sécurité entre l'Afghanistan et les États Unis, n'ont pas abouti. En l'état, le projet prévoit le maintien de bases américaines sur le territoire afghan, ainsi que la présence de 5 000 à 10 000 soldats dont la mission consisterait à former l'armée afghane et à conduire des opérations antiterroristes. Il semble acquis que les Américains ne pourront pas conduire leurs opérations antiterroristes de manière unilatérale, mais qu'ils auront obligation d'assister les Afghans en cas d'invasion étrangère (c'est-à-dire du Pakistan). En novembre dernier, Hamid Karzai a soumis ce texte au vote d'une Loya Jirga (une grande assemblée convoquée de manière exceptionnelle). Bien que celle-ci ait approuvé le texte dans ces grandes largeurs - la question de l'immunité des soldats américains n'a cependant pas été résolue -, le président afghan a d'ores et déjà prévenu que le texte n'entrerait pas en vigueur avant l'élection de son remplaçant. Au grand dam des Américains qui restent toutefois optimistes tant le pays est dépendant de l'aide internationale dans le domaine militaire.

Partage du pouvoir

Dans l'incertitude, plusieurs scénarios sont imaginables. Dans le premier - le plus probable en cas de conclusion de l'accord entre Afghanistan et États-Unis -, l'insurrection talibane profiterait du retrait progressif des troupes de la coalition pour gagner du terrain dans les zones rurales pachtounes. Mais le gouvernement, soutenu par les Américains, devrait parvenir à contrôler au moins provisoirement les principales villes du pays. Ce scénario s'accompagnerait d'une relative autonomisation des provinces du nord et de l'ouest au profit de potentats locaux (qui pourraient notamment s'emparer des postes

frontières et donc des recettes douanières). Il comporte le risque d'une surfragmentation de l'ordre politique, exacerbée par le soutien américain à des milices locales dans le combat contre les talibans.

Un deuxième scénario conduirait à terme à l'effondrement du régime et à la prise de Kaboul par les talibans. Les Américains ne s'y opposeraient pas forcément si cet éventuel régime taliban garantit la non-utilisation du territoire par des groupes jihadistes (si tant est que l'administration américaine ait les moyens et la volonté de s'opposer aux talibans dans le cas contraire, ou même de contrôler la bonne coopération dudit régime). Bien que les forces de l'ancienne Alliance du Nord, une coalition hétéroclite de chefs de guerre en lutte contre les talibans, sous les ordres du Commandant Massoud jusqu'à son assassinat le 9 novembre 2001, ne semblent pas en mesure de vaincre militairement les talibans, il n'est cependant pas à exclure que ce deuxième scénario (auquel se préparent déjà d'anciens commandants) s'accompagne d'un retour à la guerre civile, a fortiori si les talibans refusaient de se plier aux exigences de la communauté internationale.

Évolution des effectifs des forces de l'OTAN



Enfin, comme les négociations entre les talibans et le gouvernement afghan (qu'ils considèrent illégitime) sont au point mort depuis l'échec de Doha - la représentation diplomatique talibane ouverte au Qatar en 2012 a été fermée, les talibans ayant fait flotter leur drapeau et orné le bâtiment de l'inscription "Émirat islamique d'Afghanistan" -, il n'est pas inenvisageable d'assister à un troisième scénario de type médian. À savoir un partage du pouvoir et le retour aux affaires d'une frange dite modérée des talibans avec la bénédiction du gouvernement américain. Les négociations devraient cependant rester à l'arrêt jusqu'au lendemain de l'élection et sans doute même jusqu'au retrait des forces de l'OTAN, tant il semble dans l'intérêt des talibans d'attendre le départ des troupes internationales.

2014 sera quoi qu'il arrive marquée par une incertitude croissante, un probable regain de violence, une grande activité politique, et d'intenses tractations diplomatiques, notamment de la part des principaux acteurs régionaux (Inde, Pakistan, Russie et Iran), qui veulent aussi jouer leur partition dans l'évolution d'un conflit afghan qui vient tristement d'entrer dans sa treizième année.